



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

TPE et PME

Question écrite n° 78670

Texte de la question

Mme Valérie Lacroute attire l'attention de Mme la secrétaire d'État, auprès du ministre de l'économie, de l'industrie et du numérique, chargée du commerce, de l'artisanat, de la consommation et de l'économie sociale et solidaire sur la situation des très petites entreprises dans leur difficile accès au crédit. Maillon essentiel de l'économie, les très petites entreprises semblent souffrir d'un difficile accès au crédit d'après le médiateur national du crédit. Ce dernier souligne que la baisse des demandes de médiation (16 % en 2014) révèle en réalité que « c'est plutôt le signe que les entreprises ont été confrontées à des problèmes de carnets de commandes ». Ce constat est particulièrement vrai dans le secteur des travaux publics dont l'activité s'est effondrée en même temps que la baisse des investissements des collectivités locales. L'hôtellerie et la restauration souffrent aussi particulièrement. Fin 2014, seulement 74 % des entrepreneurs ont obtenu les financements utiles à leur développement ; concernant leurs besoins à court terme, 62 % des entrepreneurs ont obtenu les crédits adaptés. À cela s'ajoute un moral plus qu'en baisse des dirigeants de très petites entreprises. Selon un sondage de l'Ifop, à peine 27 % des dirigeants de très petites entreprises estiment que l'économie française devrait se redresser en 2017. Elle lui demande alors les mesures que le Gouvernement compte prendre pour restaurer la confiance perdue des dirigeants de très petites entreprises.

Données clés

Auteur : [Mme Valérie Lacroute](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 78670

Rubrique : Entreprises

Ministère interrogé : Commerce, artisanat, consommation et économie sociale

Ministère attributaire : Économie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [28 avril 2015](#), page 3148

Question retirée le : 20 juin 2017 (Fin de mandat)